



HAL
open science

**Jarbel Rodriguez, Captives and Their Saviors in the
Medieval Crown of Aragon. Washington (D. C.),
Catholic University of America Press, 2007, XXIII-225
pp.**

Pascal Buresi

► **To cite this version:**

Pascal Buresi. Jarbel Rodriguez, Captives and Their Saviors in the Medieval Crown of Aragon. Washington (D. C.), Catholic University of America Press, 2007, XXIII-225 pp.. Cahiers de civilisation médiévale, 2012, 55. halshs-01446066

HAL Id: halshs-01446066

<https://shs.hal.science/halshs-01446066>

Submitted on 28 Jan 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Jarbel RODRIGUEZ, *Captives and Their Saviors in the Medieval Crown of Aragon*, Washington D.C., The Catholic University of America Press, 2007, 225 p.

compte rendu par Pascal Buresi, *Cahiers de civilisation*

médiévale, 55, 2012, p. 203-205

CNRS — UMR 5648 — CIHAM

EHESS

ERC StG 263361

L'ouvrage de Jarbel Rodriguez, plus que le fruit d'une recherche novatrice, est une synthèse documentée sur les questions de la captivité et du rachat de captifs en Aragon au XIII^e-XV^e siècle. L'introduction, qui évoque la focalisation de la société aragonaise autour du problème de la captivité, annoncée comme un véritable système, pose ensuite diverses questions concernant d'abord le fonctionnement de cette « société du rachat », ensuite la manière dont les différents acteurs sociaux travaillaient ensemble de manière complémentaire pour aider les captifs à recouvrer la liberté et, enfin, les relations islamo-chrétiennes à la fin du Moyen Âge. On peut se demander si le choix de l'auteur d'exclure les captifs musulmans de sa réflexion est bien légitime. Comment analyser un système en omettant volontairement l'une des deux composantes essentielles de ce même système ? Faute de répondre à cette question méthodologique préliminaire, l'ouvrage passe à côté d'une partie essentielle du problème historique que constitue le commerce des captifs dans la Méditerranée au Moyen Âge. L'occidentocentrisme dont fait preuve l'auteur en voulant s'intéresser exclusivement aux captifs chrétiens, à leur sort et à leur libération, le conduit inéluctablement à évoquer les sociétés musulmanes auxquelles, faute de connaître l'arabe, il n'a pas accès, si ce n'est par des travaux de seconde main.

Le découpage choisi — Première partie : « Les captifs » (p. 1-93), Seconde partie : « Les sauveurs » (p. 95-174) — divise l'ouvrage en deux parties comportant chacune trois chapitres. À l'exception du premier (« Raid and Piraterie », p. 3-36) qui porte sur les conditions, terrestres ou maritimes, de la capture, sur les risques inhérents à la poursuite des assaillants, et sur le nombre des captifs aragonais dans les grandes villes d'Afrique du Nord, les deux suivants (« La vie en captivité » p. 37-66 et « captifs et renégats », p. 67-93) se situent géographiquement en terre d'islam et devraient s'appuyer en toute rigueur sur des sources musulmanes (et donc en langue arabe). On reste très dubitatif, dans le troisième chapitre (p. 73-74), sur la mention de l'existence d'une communauté « mozarabe » à Grenade au XV^e siècle, sur la foi d'une citation de Simonet. En effet, dans de nombreux travaux, beaucoup plus récents, Jean-Pierre Molénat, non cité dans la bibliographie, a largement prouvé la disparition de la communauté mozarabe d'al-Andalus dès le XII^e siècle.

La seconde partie sur les sauveurs s'ouvre par un chapitre portant sur « L'initiative des familles » (p. 97-118) que J. Rodriguez introduit paradoxalement en recherchant dans les dispositions légales et religieuses l'origine des droits « fondamentaux » du captif assurant à celui-ci que sa famille et sa communauté mettraient tout en œuvre pour le libérer : « Le captif était la figure centrale dans le monde de la charité chrétienne reflétant les traditions romaines et juives dont le christianisme a hérité ». L'initiative des familles est ainsi placée d'emblée sous le patronage des références religieuses. Si cela est vrai à partir du XIII^e siècle, ce qui reste à démontrer, en revanche ce qu'on sait sur les XI^e et XII^e siècles infirme cette idée.

Dans le cinquième chapitre — « Les réponses municipales et institutionnelles » p. 119-148 —, J. Rodriguez utilise indistinctement toutes les sources, qu'elles soient normatives, d'origine ecclésiastique ou municipale, ou hagiographiques. Or les points de vue sont très différents dans chacune, même s'ils se recoupent parfois ¹ : principalement moral et religieux pour la vie de Santo Domingo de Silos, normatif et diplomatique pour la documentation pontificale, économique et social pour les *fueros* municipaux et pour les ordres militaires, politique pour le royaume. Du texte de J. Rodriguez ressort l'impression que toutes les motivations pour la libération des captifs sont

¹ Voir P. Buresi, « Captifs et rançons entre Islam et chrétienté (X^e-XIII^e siècle) : du miracle à l'institution », *Cahiers de Civilisation Médiévale*, t. 50, 198/2, 2007, p. 113-130.

d'ordre religieux. Dès lors, on ne comprend plus que les ordres de rachat soient apparus en Aragon plutôt qu'en Italie ou en Terre Sainte. Ce sont les nécessités de la vie de frontière, le rôle des ordres militaires (en particulier l'ordre de Santiago, un ordre laïc et non religieux !) *et*, finalement, la récupération tardive de la question des captifs par la papauté qui débouchent sur l'apparition d'institutions spécialisées dans le rachat. Se placer au ^{xiv}^e siècle, citer quelques sources chrétiennes anciennes, romaines ou juives et omettre d'étudier la question du rachat au moment où les institutions spécialisées naissent, cela semble pour le moins elliptique comme méthode historique et cela contribue à projeter une orientation exclusivement religieuse, morale et spirituelle sur une question qui ne l'était pas à l'origine dans une atemporalité problématique comme si la situation était similaire du ^{xi}^e siècle au ^{xvi}^e.

Dans le sixième et dernier chapitre — « Les finances de la rançon », p. 149-174 —, J. Rodriguez poursuit dans la logique des précédents : la première source de financement des rançons qu'il évoque est la charité, quelques citations de Mathieu et de saint Thomas d'Aquin à l'appui. Or il n'échappe pas à l'auteur qu'il y a une concurrence entre les ordres pour la libération des captifs : il y va pour eux non seulement de leur survie, mais aussi de leur légitimité. Que ces éléments se mêlent aux préoccupations morales, chrétiennes ou évangéliques, ne semble pas intéresser J. Rodriguez qui nous présente une image idéalisée de la société chrétienne médiévale.

Or l'inventaire en 1238 des biens de l'hôpital des captifs de Talavera dépendant de l'ordre de Santiago révèle que les institutions de rachat de captifs s'insèrent dans un système économique et social complexe : ce sont des centres de production agricole et de formation militaire, des pôles de concentration de rentes seigneuriales, de donations individuelles et parfois de dîmes. Elles sont un enjeu de pouvoir entre le roi, l'Église et les seigneurs territoriaux, en concurrence les uns avec les autres pour le contrôle des dîmes et pour l'exercice de la justice sur leurs terres. Les différents revenus et les biens variés, mobiliers ou immobiliers, dont ils disposent font l'objet d'une gestion rationalisée, dépendante du contexte politique, économique et social. En outre les chevaliers de l'ordre faisaient le commerce des captifs et des esclaves musulmans dans les différents royaumes de la péninsule Ibérique pour disposer d'une monnaie d'échange avec les pouvoirs musulmans. Philippe Josserand a montré comment, dans ce cadre, le rachat de captifs a pu servir, en particulier pour l'ordre de Santiago, de légitimation pour l'exercice des activités militaires, à une époque où le métier des armes n'était pas bien vu par l'Église ou la société ². Aucune de ces questions n'apparaît dans *Captives and Their Saviors*.

Cela ne serait pas en soi un problème si, justement, comme J. Rodriguez le rappelle en introduction, la question des captifs et du rachat de captifs ne formait pas un système : les sociétés chrétiennes latines ont trouvé de nombreuses réponses très cohérentes à un mode de relation avec l'islam qui alternait le pillage en temps de guerre, le commerce en temps de trêve. Ces réponses sont certes d'ordre institutionnel avec l'apparition des ordres spécialisés dans le rachat des captifs, mais aussi spirituelles, commerciales, juridiques, diplomatiques. Ces réponses n'apparaissent pas simultanément comme le laisserait penser l'ouvrage de J. Rodriguez. Là encore, les bornes chronologiques de son étude ne sont pas mentionnées dans le titre et cette absence induit que le livre traite des ^{xi}^e-^{xv}^e siècles. Il n'en est rien et, au contraire, à l'exception de quelques mentions des ^{xi}^e et ^{xii}^e siècles, l'essentiel des références remontent aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles. Or à cette époque, le système est déjà bien en place : il a été récupéré par l'Église, l'ordre des Trinitaires et celui des Mercédaires ont reçu leurs statuts du Pape, la machine est rodée.

Au total, cet ouvrage traite partiellement d'une question dont les implications sont globales, c'est regrettable.

² P. Josserand, *Église et pouvoir dans la Péninsule ibérique. Les ordres militaires dans le royaume de Castille (1252-1369)*, xxii-914 p., Madrid, Casa de Velásquez, 2004.